
PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

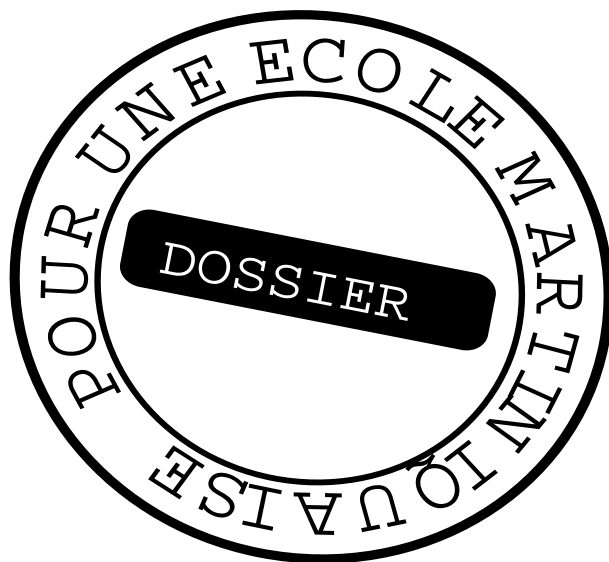
P.K.L.S.

ADMINISTRATION

COLONIALE

TOUS D'ACCORD

POUR QUE



RIEN NE BOUGE !

ARMÉE AMÉRICAINE HORS D'IRAK ET
DE LA PALESTINE !

TOUS D'ACCORD AFIN QUE RIEN NE BOUGE :

OU LA TARTUFFERIE DE « NOS » POLITICIENS

Rarement le paysage politique en Martinique n'a offert un aussi triste spectacle de désolation.

Faut-il en rire ou en pleurer ? C'est au choix. Du côté des gouvernants français on n'en finit pas d'en rire. S'en faisant des gorges chaudes de ces politiciens « domiens » considérés là bas comme de grands enfants malléables et manipulables à merci. Au ministère des colonies (dits des DOM-TOM) c'est à qui en sortira la meilleure blague sur ces roitelets de comédie accrochés à leurs petits sièges comme des affamés s'accrocheraient à un plat de lentilles.

Du côté des colonisés non encore atteints par la léthargie ambiante et pleinement conscients des conséquences d'une telle situation pour notre peuple ce serait au contraire à en pleurer.

Nous n'avons pas cessé au PKLS de dénoncer la duplicité du gouvernement français qui pour gagner du temps, et pérenniser le système de domination coloniale avait soutenu et soutient encore un pseudo projet de réforme institutionnelle qui ne conduira en finale de compte à aucun changement significatif dans ses dernières colonies.

Ne nous a-t-on pas accusé avec ironie d'être jusqu'aboutistes, des partisans du rien, des anarchistes et de tant d'autres gentillesse du même acabit.

Pourtant, les faits sont là. Les rodomontades de ceux qui manient l'insulte en guise d'arguments politiques pour se donner bonne conscience et masquer leurs carences et leurs responsabilités n'y changeront rien. La réalité ne cesse de les interpellé avant que notre peuple, et notre jeunesse en particulier ne leur demandent des comptes.

Qui dans le sillage de la politi-

que gouvernementale freine des quatre fers pour que rien ne change dans notre pays ? sinon nos assimilationnistes de droite comme ceux de gauche.

Qui sont ceux qui pleurent sur l'économie qui va mal, la banane qui est en perdition, le chômage qui se développe, la jeunesse qui reste sans perspective etc.,. mais qui au bout du compte refuse d'engager le combat pour conquérir les armes qui nous permettraient d'attaquer de front ces innombrables problèmes qui nous assaillent ?

Quels sont ceux qui fuient le combat pour la conquête par notre peuple du pouvoir réel qui lui permettra de décider en fonction de ses intérêts propres ? Toujours les mêmes, bien entendu.

Et dire que tous ces « politiques » pleurnichent sur le fait que le peuple ne « comprend pas » ce qui se prépare.

Et si au contraire notre peuple avec bon sens ne comprenait que trop bien que ce qui se trame dans son dos n'est que magouille afin que rien ne change, afin que la classe politique de ce pays qui s'accommode fort bien de la situation coloniale n'entendaient que préserver ses petits avantages.

Qui, aujourd'hui n'a pas compris par exemple que les gens du PPM sont passés depuis bien longtemps de la position de super-nationalistes à celle de moratoiristes (toujours pour freiner toute évolution) pour finir dans le marais assimilationnistes ?

Qui ignore que les supplétifs du Parti socialiste français à la Martinique (la F.S.M) se croient plus français que le français et plus européens que les européens

tout gens de gauche qu'ils se prétendent ?

Qui ne sait que les assimilationnistes de droite toutes variantes confondues ont fait de l'ancrage de la Martinique à la France et à l'Europe leur raison de vivre et que quand ils semblent bouger c'est pour mieux battre en retraite sans rien changer de leur conviction assimilationniste ?

Qui n'a remarqué que le MIM, loin de désenkayer participe à l'enkayage avec les autres élus assimilationnistes de gauche et de droite en sombrant comme le PPM hier dans un moratoire inavoué ?

Qui ne comprend que les petites querelles de nos politiciens sur le mode d'élection d'une éventuelle assemblée unique (sans pouvoirs déterminants) n'est qu'une querelle dérisoire pour sauvegarder leurs strapontins ainsi que les avantages s'y rapportant !

Qui notre peuple a bien raison de se détourner de ce marais puant dans lequel notre classe politique voudrait le plonger. Et si consultation électorale il devrait y avoir pour la mise en place d'une assemblée unique sans pouvoirs réels de décision et qui ne sera qu'un aménagement de plus du système colonial il aura raison de se détourner massivement des urnes et personne ne s'étonnera que nous l'appellerons à le faire non pas de manière passive mais en faisant de cet acte un acte de résistance. Plus que jamais l'heure est au renforcement du combat pour la libération nationale et la conquête de l'indépendance de notre patrie afin que nous jetions enfin les bases de la construction d'une Martinique nouvelle prenant en compte les intérêts véritables de notre peuple et non plus de sordides petits intérêts de politiciens de plus en plus démonétisés.

ARMEES D'OCCUPATION HORS D'IRAK ET DE PALESTINE !

Chaque jour le Moyen-orient est à la une de l'actualité soit du fait du conflit palestino-israélien ou des suites de la guerre en Irak. Dans un cas comme dans l'autre il s'agit de politique colonialiste menée par la coalition israélo-étasunienne.

D'un côté, l'Etat sioniste d'Israël qui depuis plus d'un demi-siècle fait régner la terreur en Palestine avec la complicité sans faille des USA.

De l'autre, ce sont les USA qui dans leur politique d'hégémonie mondiale ont entrepris le remodelage du proche orient en imposant par les armes leur volonté.

Face à cela les peuples Palestiniens et Irakiens résistent.

Le peuple palestinien bénéficie souvent auprès des peuples d'une certaine sympathie en tant que victime des crimes et atrocités perpétrés par les israéliens sans vergogne au moyen d'armes les plus sophistiquées qui soient, même si souvent les médias tentent de retourner cette sympathie en fustigeant les actes de résistance ultime où des palestiniens usant des pauvres moyens dont ils disposent se font sauter pour répondre aux agressions permanentes dont est victime leur peuple.

Pour l'Irak il n'en a pas été de même, la campagne médiatique, basée sur le mensonge, organisée par les USA et leurs suppôts, à laquelle ont participé nombre de ceux qui se présentent comme les détenteurs de l'information, la vraie, porteurs de la vérité, défenseurs de droits humains et des valeurs démocratiques a fait ses effets ici comme dans beaucoup de pays, pour faire croire que le peuple irakien, victime de la dictature la plus féroce qui soit, attendait avec impatience les représentants du « monde libre », libérateurs venus du Nord, pour jouir de la liberté, de la démocratie.

En réalité les USA ont fabriqué leur scénario pour justifier leur politique d'expansion de main mise sur les ri-

chesses de l'Irak, et bien qu'aujourd'hui la preuve soit faite quant aux falsifications de toutes sortes à propos de l'Irak, des menaces sont proférées selon le même schéma, contre la Syrie et l'Iran dans la région, et ailleurs comme contre la Corée et Cuba, pour préparer l'opinion mondiale à leurs prochains mauvais coups contre les peuples. Les dirigeants de ces pays sont présentés comme dictateurs et les peuples présentés comme les victimes de ces régimes, seraient eux aussi dans l'attente d'une libération. C'est aussi cela qui fut avancé pour le coup d'Etat au Chili le 11 Septembre 1973 ou récemment pour le Venezuela où ça a échoué.

Une fois les troupes US arrivées à Bagdad, l'administration étasunienne a mené son plan pour la région notamment avec la « feuille de route » pour la Palestine, qui visait à faire illusion sur les positions des USA et les faire apparaître comme les garants d'une solution réelle pour la Palestine et les seuls capables de stabiliser, de pacifier la région.

Mais la réalité est que le peuple irakien a refusé la soumission et courageusement fait face à la nouvelle colonisation de son pays. Les Palestiniens pour leur part victimes quotidiennement de raids aériens, d'assassinats, d'arrestations, poursuivent héroïquement leur légitime lutte pour la liberté.

Les USA sont englués dans un borbier en Irak (une centaine de soldats sont déjà morts et des milliers de blessés ont été rapatriés) et leur situation dans la région est très critique, leur main mise sur les dirigeants arabes n'est pas aussi totale qu'ils le souhaitaient. Profitant de cela les diri-

geants israéliens ont décidé d'opérer un « nettoyage » en Palestine, par leurs « opérations de liquidation » des dirigeants palestiniens qui refusent la politique colonialiste d'Israël, y compris Yasser Arafat, imposant leur volonté sachant que les USA ne condamneront pas Israël.

Aujourd'hui le Moyen-orient est une poudrière dangereuse pour les USA et Israël, mais aussi pour le monde entier. Il importe que tous les peuples du monde exigent le respect des droits des peuples de la région à l'autodétermination, à l'indépendance, à la souveraineté, à la démocratie.

Cette guerre impérialiste menée contre l'Irak est significative de l'esprit conquérant des grandes puissances qui dans tous les domaines entendent imposer leurs plans produits par la volonté des forces capitalistes qui dominent le monde actuellement.

Plus que jamais les peuples doivent être solidaires, doivent s'unir pour faire face à la machine infernale de l'impérialisme qui ne connaît que la loi du profit et use de tous les moyens pour parvenir à ses fins, les révélations de plus en plus nombreuses sur divers événements (rapports truqués, information manipulée, données falsifiées, plans de guerre et de reconstruction de l'Afghanistan et de l'Irak élaborés longtemps à l'avance etc...) apportent un éclairage sur le cynisme dont font preuve tous ces dirigeants et exécutants au service de l'argent, de la bourgeoisie.

La lutte des peuples au Moyen-orient est la lutte de tous les peuples pour la liberté!

Exigeons le départ des armées d'occupation de Palestine et d'Irak !

Solidarité avec les peuples d'Irak et de Palestine !



L'ECOLE à La MARTINIQUE INDISSOCIABLE DE LA REALITE COLONIALE

L'école n'est pas une entité close, complètement en dehors de la société et du monde. Loin de là. L'Education et l'Ecole constituent la pierre angulaire sur laquelle repose la société. Patriyot vous propose ce dossier sur l'école comme une invitation à la réflexion dans notre lutte pour notre émancipation

Un ronron qui masque l'essentiel

La rentrée scolaire est à peine achevée en Martinique qu'on entend çà et là les uns qui se congratulent et les autres qui récriminent. En effet, les autorités rectorales se félicitent du bon déroulement de la rentrée, il n'y aurait d'après elles que des motifs de satisfaction, tous les postes d'enseignants seraient pourvus, la question de l'encadrement des élèves dans les établissements du second degré en dehors des heures de cours, ne poserait pas de problèmes malgré la disparition annoncée des surveillants et la suppression des postes d'emploi jeunes, faisant fonction de surveillant ou d'animateur d'ateliers tels les ateliers informatiques. Ils seraient remplacés par un nombre nettement insuffisant d'auxiliaires d'éducation taillables et corvéables à merci, sans statut et sous payés.

Les responsables politiques semblent satisfaits eux aussi. N'ont-ils pas livré des établissements scolaires flambant neuf, lycée de Ducos ici, collège de Morne des Esses là.

La grogne, elle est du côté des enseignants et des parents d'élèves. Les enseignants depuis quelques années semblent surtout se mobiliser sur ce qui paraît être des revendications catégorielles et corporatistes tel la grève des directeurs d'écoles qui en est à sa 3^{ème} ou 4^{ème} année, la question des retraites, ou la question de la gestion d'une partie des personnels de l'éducation par les régions. Prêts à en découdre de nouveau avec le gouvernement les parents d'élèves pointent le doigt sur les « ratés » de cette ren-

trée, les dysfonctionnements ou les gros mensonges du rectorat, classes non pourvues d'enseignants, internats aux places insuffisantes, ou internat non encore livré, problème de restauration scolaire. Puis arrive un leitmotiv vieux de plus de cinquante ans voire cent ans « l'adaptation de l'enseignement à notre réalité » qui apparaît aujourd'hui sous une forme « light » les « humanités créoles » dont les géniteurs et parrains expliquent qu'une fois admis, et négociée avec le Ministère de l'Education Nationale Française, ces enseignements ne dépendraient ni du bon vouloir des enseignants ni de leurs petits chefs. Comme si l'histoire ne nous a pas appris que les traités ne sont que de vulgaires torchons sur lesquels les puissances coloniales s'essuient volontiers les pieds !

QUAND LE « SAVOIR » TRITURE LA REALITE

En réalité la question du contenu de l'enseignement dispensé aux élèves martiniquais est bien une question récurrente qui se pose depuis la création de l'école publique et laïque à la Martinique. Cette question portée aujourd'hui par une association de parents d'élèves et quelques inspecteurs de l'éducation d'origine martiniquaise suscite des réflexions.

Ainsi pour qualifier l'école en Martinique on parle souvent « d'inadaptation » à notre réalité ou à notre contexte. C'est l'évidence même qu'elle est totalement inadéquate à notre réalité géographique, géologique, biologique, économique, culturelle, sociale et politique. Souvent cela frise même la démente...

N'assiste-t-on pas à d'étranges tours de passe-passe où ceux qui sont sensés dispenser le « savoir » triturent « la réalité. Ne sommes nous pas par exemple devenus des « régions périphériques de l'Europe » ? Pourquoi de telles contorsions ?

Les faits sont têtus : la Martinique quoique l'on dise quoique l'on prétende est une colonie. Tous les replâtrages successifs, toutes les appellations quelles qu'elles soient : « D.O.M ». – « D.F.A ». – « Région » – « Région périphérique » ne peuvent en rien modifier notre situation, tant que nous garderons les mêmes rapports exclusifs économiques culturels et politiques avec la France !

QUELLE ECOLE, POUR QUELLE SOCIETE ?

L'école n'est pas une entité close, complètement en dehors de la société et du monde. Loin de là. L'Education et l'Ecole constituent la pierre angulaire sur laquelle repose la société.

C'est à dire qu'à chaque société répond un type d'école, un type d'éducation, un type de formation des femmes et des hommes du pays.

L'éducation ainsi conçue aura donc pour but de permettre à la société de se reproduire et de se pérenniser à travers le temps et les âges. En enseignant par exemple des « valeurs » qui se transmettent de génération en génération, en perpétuant et modelant la personnalité des êtres en transmettant des savoirs nécessaires au fonctionnement d'un type d'économie on définit le rôle de l'école. Toute la question est de savoir quel type de société nous voulons reproduire ou construire, quel type d'économie nous voulons perpétuer ou promouvoir. Pour ce qui nous concerne, il s'agit de savoir si nous voulons ou pas perpétuer une société coloniale et une économie toujours de pays sous développé. Si nous examinons en gros l'économie Martiniquaise elle est ca-

ractérisée par l'agriculture en crise et sous perfusion avec une spéculation dominante la banane dont on aurait beaucoup à dire du point de vue du gâchis écologique qu'elle provoque, un secteur tertiaire surdéveloppé.

Comment peut-on croire un instant que l'Education est tournée vers le développement de ce qui constitue lui-même un non-développement un appendice en réalité de l'économie française.

Dans sa quasi-totalité la formation de l'homme en Martinique est tournée vers la satisfaction des besoins de la Métropole coloniale, la France : Besoins en matière de main d'œuvre apte aux tâches d'exécution. Aujourd'hui grâce aux luttes incessantes menées et aux contradictions du système, nous pouvons même lui fournir un encadrement de qualité. Ceux qui restent sont justement là pour permettre au système de se pérenniser tel quel. C'est pourquoi au regard de la France, des questions, qui pour nous sont cruciales et angoissantes telle que la construction de l'identité des petits martiniquais porteurs d'une culture, héritée d'une histoire, pleinement intégrés dans leur espace géographique et biologique, aptes à penser le développement, de leur pays, (car il y va de notre survie) sont des questions tout à fait secondaires, voire insignifiantes.

Tant qu'il s'agit de laisser survivre quelques particularités qui ne gênent en rien la reproduction du système cela ne pose aucun problème ; ces particularités vont bien finir par se diluer dans la masse des enseignements pour tomber à terme dans une certaine folklorisation.

Les « HUMANITES CREOLES » : UNE TENTATIVE COURAGEUSE MAIS QUI NE PEUT S'ARRETER AU MILIEU DU CHEMIN »

C'est pourquoi les inspecteurs généraux ont rappelé à l'ordre les inspecteurs martiniquais porteurs du projet des humanités créoles. Ils l'ont fait d'autant plus violemment que l'exposé des motifs de ce texte pointe du doigt la permanence de l'échec scolaire et dit en substance. « l'enseigne-

ment dispensé à la Martinique ne fait pas suffisamment référence à la culture des élèves, c'est à dire à leur vécu, à leur environnement, à leur mode de vie, à leur perception de la vie et du monde. C'est la prise en compte de ses références culturelles qui permet la construction identitaire sans laquelle l'équilibre personnel peut être fragile, l'affirmation de soi incertaine... » Cet enseignement disent-ils : « conçu pour un pays riche développé » est mis en œuvre dans une région ultra périphérique, en retard de développement »

« Conçu pour un pays continental mis en œuvre dans un pays tropical »... etc.

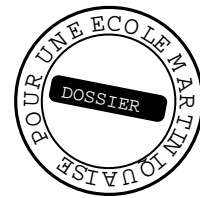
« Conçu pour un pays qui a une longue histoire particulière et ses traditions ancestrales d'une part à la Martinique d'autre part « ne peut prendre en compte l'histoire propre de la Martinique et ils n'offrent aux élèves que des modèles dans lesquels ils ne se reconnaissent pas et auxquels ils peuvent difficilement s'identifier »

L'enseignement ainsi conçu ne favorise pas la construction identitaire des élèves martiniquais, il génère chez eux des difficultés diverses non négligeables car constituant autant d'imprévus à l'entrée dans les apprentissages voire à l'exercice des activités intellectuelles »

Nous saluons au passage le courage dont ont fait preuve ces fonctionnaires dans leur propos, mais nous ne pouvons nous empêcher de souligner une contradiction dans le texte. « La Martinique est tantôt « région ultrapériphérique » tantôt « pays » et c'est cette contradiction qui montre la difficulté de ces inspecteurs à assumer la réalité telle qu'elle existe, on ne peut être à la fois une Région ultra périphérique et un pays. La région est subordonnée à l'idée de pays ou de continent. Le pays est défini comme le territoire d'une nation. Et c'est cette contradiction qui leur fait proposer leur solution : d'humanités créoles pour sortir de l'impasse dans laquelle l'école est enfermée.

Mais on ne peut s'empêcher de re-

lever quelques contradictions au propos, en effet si la Martinique est une Région française et les Martiniquais des français, nul besoin d'enseignements particuliers pour en faire un bout de France et pour faire des habitants des français.



En supposant que des Régions françaises telles la Bretagne le pays Basque etc.. négocient d'enseigner 2 heures d'une matière qu'ils appelleraient leurs humanités il y aurait fort peu de difficultés et d'incompatibilités ils sont limitrophes des autres régions qui constituent la France et se situent en Europe, ils constituent un pays riche développé, continental, ont des traditions culturelles proches, une histoire commune.

Mais les faits sont irrémédiables la Martinique est bien une île située dans la Caraïbe partageant la même culture, le même environnement, avec plusieurs autres pays de l'espace caraïbe... Même si elle est dans un rapport de dépendance à la France elle constitue une entité distincte. Même si elle partage une tranche d'histoire avec la France elle a son histoire propre, . Son histoire est proche des autres pays du continent sud américain et de la caraïbe.

Pour sortir de l'impasse dont parlent les inspecteurs, il faut accepter de se considérer tel qu'on est, un pays caribéen dont la vocation est de se développer dans la caraïbe pour lui-même c'est à dire que tant que les Martiniquais ne se décideront pas à s'assumer pleinement, à opter pour un vrai choix entre une société coloniale ou une société martiniquaise souveraine, il ne pourra être question de projet éducatif qui permette à l'homme de s'épanouir pleinement.

1/ - «CULTURE CRÉOLE» OU «CULTURE NATIONALE» ?

Les auteurs « humanités créoles » avancent le concept de « culture créole ». A ce terme « culture créole » qui nous enferme malgré nous dans le cadre étroit de la culture des pays de langues créoles à base lexicale française ne faudrait-il pas substituer le terme culture issue des aires d'économie de plantation (en attendant un terme plus approfondi). Car la colonisation et l'esclavage des noirs ont donné naissance notamment dans l'ensemble de la caraïbe et dans quasiment toute l'Amérique à un ensemble de cultures aux traits dominants très proches (mis à part la question de la langue). Ajoutons que ces cultures s'individualisent progressivement et la plupart des pays de cette aire identifient leur culture.

On parle alors de culture vénézuélienne, de culture trinitadienne etc. et non de cultures créoles.

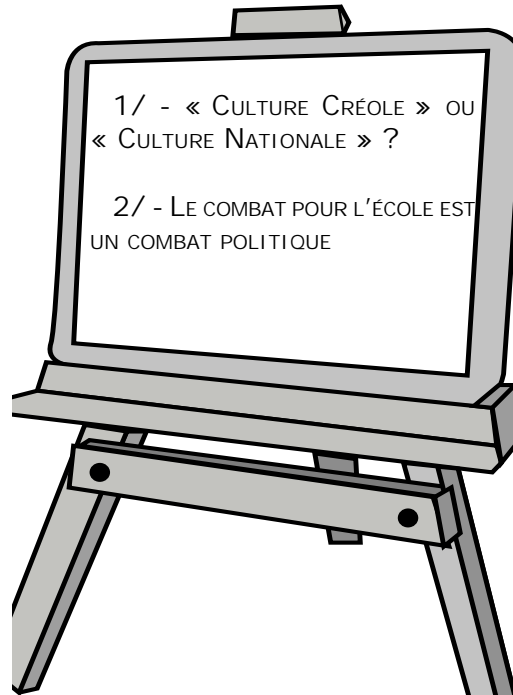
Comment comprendre que nos cultures, soient proches si nous ne les étudions pas ?

Comment faire pour nous intégrer dans cette vaste aire sinon qu'en étudiant ces pays dans nos écoles, en apprenant à les situer en apprenant leur géographie physique, leur économie, leur littérature, leur musique en ayant de vrais échanges avec eux.

Si nous méconnaissons nos richesses, nos points forts, les besoins réels de nos peuples comment pouvons-nous imaginer un développement auto-centré ?

Même si nous n'avons pas tout à inventer nous avons des chercheurs à former, des hommes à former de façon générale.

Comment savoir qui nous sommes, si nous n'apprenons pas ce qui fait que nous sommes Martiniquais avec notre pays physique, nos animaux, nos plantes, notre histoire, ses hé-



ros, notre littérature orale écrite...

Si nous n'apprenons pas à aimer notre pays et à nous aimer nous-mêmes pour ce que nous sommes comment pouvoir nous situer ?

Si nous n'apprenons pas l'histoire, les cultures des peuples dont nous sommes issus, et que nous privilégions à outrance l'Europe ?

Pourquoi continuer à ignorer les grandes civilisations Africaines, d' Inde à la civilisation plusieurs fois millénaire, les civilisations amérindiennes si riches ?

Comment nous projeter dans l'avenir si nous restons toujours collés exclusivement aux basques de la France et de l'Europe alors que la connais-

sance de monde est indispensable à celui qui prétend vouloir porter sa pierre à l'édification d'une humanité meilleure ?

2/ - LE COMBAT POUR L'ÉCOLE EST UNE COMBAT POLITIQUE

Comment atteindre l'universel si nous nous contentons d'être de pâles ersatz de modèles imposés ? Soyons d'abord nous-mêmes pour atteindre l'Universel.

Comment mettre fin à cette liquidation programmée à laquelle nous participons si nous passons notre temps à quémander des aménagements ?

Nous perdons de vue que le colonialisme, sans cesse adapte ses formes d'exploitation à ses objectifs. De vagues particularismes plus ou moins folkloriques n'ont jamais gêné les projets de la puissance coloniale c'est par l'école que passent le savoir, les transmissions de valeurs, la découverte de soi et du monde, la conscience de la grandeur de la tâche qui attend chaque homme quel qu'il soit, ainsi que la perception d'avoir à œuvrer au développement du monde. Nous ne pourrions mener un combat politique en ignorant la place fondamentale qu'occupe l'école. Ce combat pour l'école est un combat politique car l'école, nous l'avons vu, est aussi un instrument politique aux mains du colonisateur.

A chaque projet de société correspond une certaine idée de l'homme et une philosophie de la vie se sont ces idées qui serviront de ligne directrice à un projet de développement et d'éducation.



DE L'ÉCOLE COLONIALE À LA CONQUÊTE DE NOTRE ÉCOLE

Le combat pour une école laïque et gratuite a eu une profonde résonance dans l'histoire de notre pays. C'est une lutte essentielle qui a été menée, avec un succès certain par la classe politique mulâtre, la franc-maçonnerie à la fin du XIX et au début du XX siècle. Il a constitué une conquête importante pour l'ensemble des masses populaires de notre pays.

Dès le lendemain de l'abolition de l'esclavage, la question de l'éducation se pose avec acuité.

Comment sortir de l'habitation ?

Comment faire que les enfants ne connaissent pas la même servitude que leurs parents ?

La maîtrise des connaissances paraît à tout ce qui n'est pas béké comme le moyen « d'ascension sociale » le plus sûr.

Les anciens hommes de couleur libre, la petite et moyenne bourgeoisie, sont d'autant acquis à cette idée que leur capacité à mettre en cause la puissance économique des békés est contrecarrée par le montant des indemnités que ces derniers ont perçues pour l'abolition et aussi par le soutien du pouvoir impérial de Napoléon III à la caste blanche.

Quant aux anciennes masses serviles, elles n'ont aucun espoir de sortir de la dépendance du système de l'habitation sinon par trouver un autre emploi. Et pour cela, il faut savoir faire autre chose que couper la canne.

Ce combat méritoire sera d'autant plus épique que les forces possédantes et réactionnaires vont tout faire pour empêcher sa réalisation. En premier lieu, la caste békée qui préfère nettement que les enfants

(tibann) restent attachés au travail sur leurs plantations. Et aussi, l'église catholique qui au travers de l'école laïque, voit la mise en danger de sa domination idéologique.

S'il est vrai que ce combat en Martinique rejoindra celui de la III République en France, son caractère précurseur ne fait pas de doute. Avant même que l'école soit dite obligatoire par les législateurs français, la majorité républicaine ou schoelchériste du Conseil général de la Martinique va voter un budget pour la création d'une école dans chaque commune et l'embauche d'instituteurs venant de France. Ainsi, les jeunes martiniquais, certes une minorité, auront la possibilité d'avoir accès à une école non payante, étant acquis que les frais de scolarité restent hors de la portée des familles pauvres) et non empreinte de religion catholique.

Pendant tout le premier siècle, le symbole de l'école comme moteur de la promotion sociale a été un facteur particulièrement fort au sein de la société martiniquaise. Le fait que cette école permettait d'accéder, même pour les plus démunis, aux postes, souvent subalternes, de la fonction publique avec la garantie de l'emploi, a joué un rôle important dans la société martiniquaise.

Ceci a permis de camoufler d'une part le caractère inégalitaire de cette école où les riches avaient plus de chance que les pauvres et d'autre part l'aspect anachronique de son contenu au regard des réalités martiniquaises.

Mais la crise de l'école publique s'est amplifiée au regard de la situation sociale de notre pays. De

plus en plus, les jeunes, surtout ceux issus des masses populaires, s'interrogent sur l'utilité d'apprendre quand au bout, il y a la quasi certitude du chômage. En cela, il est bien démontré que l'école ne peut être un havre de paix au sein d'une société marquée par les inégalités et par l'anachronisme de la situation politique.

Il faut aussi noter qu'aujourd'hui, dans le cadre de cette « martiniquanisation » de l'école, un courant de plus en plus fort se bat pour l'introduction du créole à l'école ou tout simplement pour que cette langue soit à égalité avec le français dans l'appréhension du savoir. Néanmoins, jamais, comme en Bretagne ou au Pays Basque, il n'y a eu de tentative pour créer des écoles enseignant en langue maternelle. L'attachement des forces démocratiques, marquées par l'assimilationnisme, a contribué à la maintenir dans le système éducatif français, hors des réalités martiniquaises.

Mais surtout, l'essentiel est de voir qu'aujourd'hui, l'école a perdu son rôle de promotion sociale. Même la petite et moyenne bourgeoisie ne lui attribuent plus cette vertu.

La crise de l'école ne pourra pas se régler sans résolution de la crise politique que traverse notre pays.



LE MOUVEMENT LYCÉEN DANS LES ANNÉES 1970

Le début des années soixante dix a vu l'existence en Martinique d'un fort mouvement lycéen et dans une moindre mesure étudiant.

Si l'on devait choisir une date pour situer l'acte de naissance de ce mouvement, celle du 10 janvier 1969 devrait être retenue. A cette occasion, des milliers de lycéens allaient manifester à Fort de France contre l'enseignement colonial et pour une éducation centrée sur les réalités martiniquaises.

La caractéristique de ce mouvement naissant est en effet de ne pas se contenter de réclamer des moyens d'étudier, même si cet aspect est loin d'être absent, mais de se placer résolument dans le cadre social et politique martiniquais, à savoir celui d'une colonie. Ce mouvement porte ainsi une critique fondamentale sur l'inadaptation de l'enseignement professé à la jeunesse martiniquaise et la remise en cause de celui-ci.

Il est évident que cette orientation politique s'inscrivait pour beaucoup dans le cadre de la situation internationale où l'année précédente la plupart des campus du monde avait résonné des protestations de la jeunesse internationale contre la société capitaliste et ses divers corollaires dont en premier lieu l'agression américaine contre le peuple vietnamien.

Mais, il convient aussi de trouver dans la réalité martiniquaise l'apparition de ce fort mouvement qui mettra en émoi la Préfecture et ses valets. Ce n'est pas un hasard si à la tête de ce mouvement se situent pour l'essentiel des responsables des jeunesses communistes. Et ceci avec un double aspect. D'un côté, c'est pour l'UJCM (Union de la Jeunes Communistes Martiniquais) la possibilité de démontrer sa capacité de mobilisation hors des bastions communistes. D'un autre côté, c'est aussi un interpellation dans le parti au lendemain d'un IV Congrès du PCM qui a vu la mise en minorité des idées indépendantistes. Autre caractéristique, ce mouvement ly-

céen va occuper durablement la scène sociale jusqu'au milieu des années 70.

Et ceci avec des temps forts particulièrement importants.

Déjà, il va s'instaurer une tradition qu'à chaque passage annuel (à cette époque, le fait était plutôt rare) du Ministre français des DOM, le mouvement lycéen se mobilise par des grèves et des manifestations massives dans les rues de Fort de France. Le point d'orgue sera en mai 1971 lors du voyage du ministre Messmer et à l'occasion duquel un lycéen, Gérard NOUVET, sera assassiné à l'angle des rues de la République et Lamartine par une grenade lancée par un garde-mobile français et qu'Alain BRAVO (dirigeant du mouvement lycéen) sera condamné par la justice française. Il y aura un autre prolongement judiciaire puisque le directeur de publication du journal lycéen, Christian COURBAIN, du journal lycéen sera poursuivi pour diffamation contre l'armée française !

Un autre mouvement important sera celui mené lors de l'année d'ouverture du Lycée de Trinité qui non seulement était sans moyens réels mais en outre dirigé par un proviseur nommé Zeringuer aux proclamations racistes (« les martiniquais ne sont que des africains avec un vernis de culture française »).

Il faut aussi évoquer la grève la plus longue, de décembre 1973 à mars 1974, contre l'augmentation du prix de l'internat qui eut une finalité victorieuse.

Pendant toutes ces années, le mouvement lycéen a permis l'apparition de dizaines de militants que l'on retrouve aujourd'hui encore dans les mouvements politiques de gauche ou dans les mouvements sociaux. Ce fut un apprentissage fantastique mêlant la lutte de masse et le combat politique.

Sur cette période, la capacité de mobilisation du mouvement lycéen était telle que ses organisations étaient présentes dans le combat de solidarité avec le mouvement ouvrier, particulièrement en 1974 avec les ouvriers agricoles après la fusillade de CHALVET et l'assassinat d'Hilmany et Marie-Louise .

Symboliquement, c'est le plus souvent dans les locaux de la Maisons des Syndicats que les réunions et principaux rassemblements avaient lieu.

Le mouvement lycéen a connu deux principales organisations le Mouvement du 10 janvier (MXI) et l'Union des Comités d'Action des Enseignés (UCAEM). Le passage du MXI à l'UCAEM s'est fait dans un contexte de crise et d'affrontements entre tendances politiques. Il ne fait pas de doute qu'au regard de la place qu'occupait sur la scène sociale le mouvement lycéen, il était impossible que les différents courants politiques de gauche et d'extrême gauche ne s'y retrouvent pas et ne tentent d'en prendre le contrôle. L'expérience démontre d'ailleurs que tant l'action unitaire a primé sur l'action partisane, les masses lycéennes ont pris toute leur place dans le combat social tant au niveau de l'éducation que celui plus général de la lutte de libération nationale du peuple martiniquais. En revanche, le déclin qu' a connu à compter du milieu des années 70 s'explique pour beaucoup par la disparition de cette unité d'action.

Aujourd'hui, il faut bien constater que du campus universitaire aux différents lycées, mis à part quelques luttes épisodiques sur des revendications matérielles, il n'existe plus d'organisations permanentes du mouvement lycéen. On dit que ceci s'explique par la dépolitisation de la jeunesse martiniquaise. S'il est vrai que les moyens de propagande développent avec succès le culte de l'individualisme, de l'égoïsme, du rejet de l'action collective au sein de la jeunesse, il faut aussi voir que les forces progressistes ont pour le moins déserté le terrain de la jeunesse.

Or, il n'existe pas dans l'histoire un mouvement social qui ait vaincu sans que la jeunesse y prenne, avec ses propres organisations et sa propre manière de faire, un rôle essentiel.

Nous devons donc impérativement mettre sur pied les moyens de faire face à ce défi.



LIRE...LIRE...LIRE...LIRE...LIRE...LIRE...LIRE...



Les blancs créoles de la Martinique (une minorité dominante) de Edith Kovàts Beaudoux aux Editions L'Harmattan.

Ce livre est en fait la publication d'une thèse universitaire faite en 1965. A cette époque, l'auteur était une étudiante venant d'une Université de Montréal, aujourd'hui maître de conférence d'ethnologie à Paris. Il s'agit d'une enquête sur le terrain et au sein même de la caste blanche qui avait accepté d'accueillir l'auteur. C'est donc une étude objective avec des éléments de première main. C'est un livre à lire à tout prix. On constate rapidement que près de 40 ans après cet ouvrage est d'une flagrante actualité. Elle décrypte le mode de fonctionnement de la caste blanche, son racisme, son mépris pour le reste de la société martiniquaise et dans le même temps la mise en place, sinon le maintien, de ses méthodes (allant de la manipulation des supposées élites de couleur aux mariages interclaniques en passant par les pressions sur le pouvoir français) visant à garder son contrôle économique et idéologique de la dite société. Chaque martiniquais devrait lire ce livre et ainsi finir de croire à un possible changement réel dans notre pays sans combat frontal avec ces descendants d'esclavagistes.

Mémoires de békés présenté et annoté par Henriette Levillain aux Editions L'Harmattan

Cela devient une mode. Les Editions Desormeaux avaient, il y a quelques années, publié, le journal d'un grand béké du XIX siècle, Pierre Dessales (ouvrage qui illustre entre autres la trahison de Bissète que certains tentent aujourd'hui de remettre à l'honneur). Là, c'est deux manuscrits de deux femmes békés dont la mère de l'écrivain Saint John Perse. On y retrouve le regret d'une domination sans partage et la vision raciste et paternaliste de ces femmes qui adhèrent sans critique aucune au système colonial. L'introduction signée d'Henriette Levillain vaut son pesant d'or. Ce professeur à la Sorbonne ne cache pas sa sympathie pour la caste blanche et voudrait même nous faire pleurer sur son sort. La vie de nos békés serait une lutte permanente et courageuse contre tout son environnement, des serpents aux tarifs douaniers imposé par la Métropole alors qu'il est largement prouvé que si une classe sociale a bénéficié de subsides de la France, c'est bien celle des békés). Et si la caste a pu vaincre, ce serait grâce à la « complicité » des ouvriers de la canne. On croit rêver.

Sangs Mêlés. Les miens dans l'humaine condition d'Emile Desormeaux aux Editions Desormeaux

Emile Desormaux prend enfin la plume. L'éditeur de tant d'ouvrages a établi son arbre généalogique et le livre au public. Expliquant ses origines et le rôle de sa famille, ce livre est avant tout rempli d'une grande nostalgie de la puissance passée. On sent l'auteur regretter quand ses aïeux cumulaient terres et postes électifs. Mais, c'est surtout un livre illustrant la permanente indécision de la classe mulâtre (les anciens hommes de couleur libre) entre d'une part la caste béké et d'autre part les travailleurs, anciens esclaves. Aux yeux de l'auteur, le combat essentiel se situe entre les blancs et les mulâtres, le rôle des masses populaires étant à ses yeux secondaires. Ainsi, il n'hésite pas à écrire que l'affaire Bissète de 1821 est plus importante que la révolution anti-esclavagiste de 1848 ! A cet égard, l'ouvrage est intéressant et illustre bien le rôle ambigu de cette classe dans l'histoire martiniquaise à savoir qu'en fin de compte, elle a toujours choisi, même avec mauvaise conscience mais conformément à ses intérêts matériels, de ne pas porter la question nationale martiniquaise. Il faut reconnaître à l'auteur d'illustrer parfaitement l'impuissance politique de sa classe face au développement historique. Son incompréhension de la marginalisation de sa famille montre bien son incapacité à percevoir que l'avenir ne peut se situer dans la reproduction des schémas passés. Reste que le livre est agréable à lire car l'auteur étale une culture générale sinon flamboyante mais à tout le moins importante.

Quelques affaires de justice à la Martinique, de Raphaël CONSTANT aux Editions L'Harmattan.

Quand on vit dans un pays dominé, c'est presque banal, en tout cas pour les militants, de voir la « Justice » française prendre des décisions à l'inverse de la Justice. Dans ce livre remarquablement préfacé par Daniel Boukman, notre camarade, avocat militant, nous rappelle quelques affaires qui, rassemblées ainsi, montrent bien que cette justice de est de race et de justice de classe. Au moment où des avocats Martiniquais se voient poursuivis parce qu'ils osent dire certaines vérités, ce livre met en lumière que cette « justice » est un instrument de l'état français qui sert sa domination. Au delà de la critique, c'est aussi un invitation à la réflexion sur le type de justice que nous voulons demain, dans une société débarrassée de l'oppression coloniale.

BREVES... BREVES... BREVES... BREVES... BREVES...

EN PAYS DOMINÉ LA VIE D'UN NÈGRE NE COMPTE PAS.

Dans la nuit du 9 au 10 mai 2001, Vincent Marraud Desgrottes, architecte de profession, tue un jeune de 21 ans dans sa propriété du Capeste, au François au prétexte que le jeune voulait le cambrioler. Ce jeune était pourtant en fuite. Dans n'importe quel pays de droit, le tueur aurait été interpellé, mis en garde à vue... Rien de tout cela dans la colonie. Marraud Desgrottes, parce que faisant partie de la caste des békés n'a jamais été inquiété par ces compères gendarmes, encore moins par ses amis du tribunal... Le parquet a requis 18 mois de prison!

QUARTIER FRÈRE AU VAUCLIN, SOLIDARITÉ.

Les colonialistes avec l'aide du maire du Vauclin, Occolier veulent expulser plusieurs familles de marins-pêcheurs dont certains vivent là depuis plus de 30 ans. Ils veulent construire à la place, un hôtel alors que le secteur hôtelier est déjà en crise en Martinique. De plus, si ce projet aboutit, c'est à la disparition inéluctable d'une partie de la mangrove que nous allons assister. Il nous faut empêcher ce nouveau crime contre nos compatriotes et contre notre terre (voir site www.assaupamar.mq)

LE FRONT DE DÉFENSE ET DE PROMOTION DE LA BANANE ANTILLAISE EST NÉ

Intégré par les groupements de producteurs et les représentants des régions de Guadeloupe et Martinique, il a pour objectif de lancer une offensive sans précédent pour gagner des victoires dans la guerre ouverte sans merci qui se livre sur le marché de la banane.

Les producteurs se disent asphyxiés et réclament comme d'habitude des millions de subventions.

Mais où sont les chiffres réels des revenus tirés de la filière banane ?

Combien ne nous avait on pas vanté les mérites de l'Europe sous toutes ses versions, l'efficacité de l'organisation commune du marché, les avantages de l'économie de marché avec l'OMC.

Et puis une fois encore la réalité dément les propos mensongers de tous ces « décideurs économiques et politiques » qui nous abreuvent de leur savoir, de leur projets fiables de leurs moyens sans faille, de la suprématie de l'Europe pour nos intérêts...

Les planteurs réclament des dédommagements ! Au fait sont ils prêts à dédommager tous les martiniquais qu'ils ont empoisonnés avec leurs produits toxiques.

Il serait temps d'évaluer qui doit payer qui ? Les impôts des intoxiqués doivent ils servir à remplir les poches des empoisonneurs ? A combien doit on évaluer le gel des terres contaminées qui aujourd'hui ne peuvent pas être utilisées pour nourrir les Martiniquais ce qui accroît encore si besoin était notre dépendance.

JET AVIATION, DISPAGNE, DUHAMEL... LA JUSTICE SOUS SON VRAI VISAGE !

L'affaire de Félix Jean-François, le patron de Jet Aviation Service aurait été une affaire de plus illustrant parfaitement la domesticité de la CCIM au service de la caste béké, et éloquent de combien les serviteurs zélés mis en place par ceux qui dominent l'économie dans notre pays, sont sans vergogne.

Mais le comportement vertical de maître Dispagne a donné une autre dimension à l'affaire, la perversion de la justice coloniale au service des possédants qui ne recule devant aucun procédé a été mise à jour.

Bien entendu, non seulement il fallait frapper Félix Jean François mais aussi son défenseur et pour que tout soit conforme à la volonté du maître, on frappe aussi les défenseurs du défenseur, Claudette et Maryse Duhamel avocates de Dispagne sont accusés mensongèrement et font l'objet d'une procédure judiciaire, devant leurs pairs et devant les tribunaux

Alain Manville se retrouve en première ligne de la défense des Duhamel devra t il aussi dès maintenant chercher son défenseur et où s'arrêtera la cascade d'inculpations.

C'est cela la « justice rendue au nom du peuple » « de manière libre et indépendante » en « toute démocratie ».

Une seule certitude : seule la solidarité de notre peuple avec les fils et les filles victimes de l'appareil judiciaire.

LA POLLUTION DE L'EAU MENACE NOTRE VIE

Une fois de plus médias, administrations et certains élus sont brutalement atteints d'une fièvre excessive du fait de publication d'un rapport sur l'eau. Pourquoi ? Parce que dans le cadre juridique de l'Europe un bilan a été établi sur la qualité des eaux ! Il y est précisé que la qualité de l'eau en Martinique est particulièrement mauvaise !

Ils feignent de découvrir cet état de choses ! Qui pensent ils tromper ? Depuis de longues années des militants responsables, attachés à la défense de notre environnement, à la santé de notre peuple crient haut et fort contre les dangers de la pollution de l'eau et la mauvaise gestion de l'eau. Ces médias, ces administrations, ces politiciens en chœur fustigeaient ces « empêcheurs de tourner en rond » qui voulaient « saboter l'économie », qui tenaient des « propos insensés » face à la vérité de l'Etat colonial.

Quelle triste comédie de voir les « responsables » de notre santé dire aujourd'hui être vrai ce qu'ils qualifiaient hier de mensonges ! Qui sont les menteurs ? Le drame c'est que ce sont des Martiniquais qui aujourd'hui et demain seront victimes de l'incurie et de l'insouciance de ces individus. Dans leur logique qu'importe les avis des nègres sur l'eau que boivent les nègres ! Mais quand le blanc se prononce on feint de s'inquiéter !

Il faut une gestion intégrée des ressources en eau et non prétendre gérer l'eau d'un coté et les activités économiques de l'autre.

Seule une politique élaborée et conduite par des Martiniquais responsables est capable de nous permettre de faire face au défi majeur de la gestion de l'eau. Ce qui est valable pour l'eau l'est pour tout ce qui nous concerne.

La nation est un ensemble de personnes ayant en commun un territoire (un pays), une histoire, une langue, une vie économique, une culture. La nation ne naît pas du néant mais est toujours le résultat d'un processus historique. Un ensemble de personnes – descendant des esclaves, des colons, des chinois, des japonais, des indiens, un pays - la Martinique, une langue – le créole, une histoire – avant et après 1592 (le début de la colonisation), une culture (musique, danses, théâtre, livres, sculptures, cuisine...) c'est tout cela, pris ensemble qui compose la nation martiniquaise. Ce n'est pas non plus quelque chose de figé, elle naît suivant des conditions historiques données (colonisation, esclavage, résistance...en ce qui nous concerne) et évolue suivant ses propres contradictions, le système social-économique. La nation martiniquaise est actuellement dominée par l'état français et le capitalisme, et lutte pour son émancipation économique et sociale. De nation dominée, elle aspire à devenir une nation souveraine.

GLORIYE SEPTANM 1870

Cette année encore le PKLS commémorait à Rivière Pilote l'insurrection du Sud de Septembre 1870.

A juste titre nous considérons que cette page glorieuse de l'histoire de notre patrie ne doit pas tomber dans l'oubli mais bien au contraire demeurer bien vivace dans nos esprits afin d'éclairer nos luttes d'aujourd'hui et de demain.

L'insurrection du 1870 qui embrasa tout le sud de notre pays est en effet riche d'enseignements. Suscitée par une injustice flagrante qui met à jour la partialité d'une justice coloniale au service des békés (la condamnation sévère du nègre LUBIN « fautif » d'avoir riposté aux coups de fouet du blanc, AUGIER DE MAINTENON) la révolte populaire de septembre 1870 pour la première fois dans l'histoire de notre pays posa le problème de la récupération de la terre martiniquaise et sa redistribution aux agriculteurs martiniquais, l'esquisse du problème de la souveraineté, le rôle de la justice coloniale..... Toutes questions encore d'une brûlante actualité aujourd'hui encore.

Cette année la manifestation organisée par le PKLS prit la forme d'une marche sur une partie du lieu de l'insurrection avec les commentaires de l'historien Georges MAUVOIS. La journée qui se termina sur une exploitation agricole à Fougainville, exploitation qui fut du reste, l'une des premières occupations de terre... tout un symbole.

Les participants eurent droit en fin de d'après midi à une belle prestation de L'AM4 qui comme chacun le sait, œuvre avec brio pour la préservation, la défense et le développement de notre patrimoine culturel.

PATRIYOT

Directeur de la publication :
J. P. ETILE

Dépôt légal : octobre-novembre
2003

P.K.L.S. - BP 1036
Fort-de-France CEDEX
Imprimerie FLAP

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Le PKLS sur Internet

<http://site.voila.fr/pkls/>
pkls@caramail.com

Brèves...Brèves...Brèves

EN PAYS DOMINÉ LA VIE D'UN NÈGRE NE COMPTE PAS!

Dans la nuit du 9 au 10 mai 2001, Vincent Marraud Desgrottes, architecte de profession, tue un jeune de 21 ans dans sa propriété du Capeste, au François au prétexte que le jeune voulait le cambrioler. Ce jeune était pourtant en fuite. Dans n'importe quel pays de droit, le tueur aurait été interpellé, mis en garde à vue... Rien de tout cela dans la colonie. Marraud Desgrottes, parce que faisant partie de la caste des békés n'a jamais été inquiété par ces compères gendarmes, encore moins par ses amis du tribunal.... Le parquet a requis 18 mois de prison!

LA POLLUTION DE L'EAU MENACE NOTRE VIE

Une fois de plus médias, administrations et certains élus sont brutalement atteints d'une fébrilité excessive du fait de publication d'un rapport sur l'eau. Pourquoi ? Parce que dans le cadre juridique de l'Europe un bilan a été établi sur la qualité des eaux ! Il y est précisé que la qualité de l'eau en Martinique est particulièrement mauvaise !

Ils feignent de découvrir cet état de choses ! Qui pensent ils tromper ? Depuis de longues années des militants responsables, attachés à la défense de notre environnement, à la santé de notre peuple crient haut et fort contre les dangers de la pollution de l'eau et la mauvaise gestion de l'eau. Ces médias, ces administrations, ces politiciens en chœur fustigeaient ces « empêcheurs de tourner en rond » qui voulaient « saboter l'économie », qui tenaient des « propos insensés » face à la vérité de l'Etat colonial.

Quelle triste comédie de voir les « responsables » de notre santé dire aujourd'hui être vrai ce qu'ils qualifiaient hier de mensonges ! Qui sont les menteurs ? Le drame c'est que ce sont des Martiniquais qui aujourd'hui et demain seront victimes de l'incurie et de l'insouciance de ces individus. Dans leur logique qu'importe les avis des nègres sur l'eau que boivent les nègres ! Mais quand le blanc se prononce on feint de s'inquiéter !

Il faut une gestion intégrée des ressources en eau et non prétendre gérer l'eau d'un côté et les activités économiques de l'autre.

Seule une politique élaborée et conduite par des Martiniquais responsables est capable de nous permettre de faire face au défi majeur de la gestion de l'eau. Ce qui est valable pour l'eau l'est pour tout ce qui nous concerne.

Brèves...Brèves...Brèves

QUARTIER FRÈRE AU VAUCLIN, SOLIDARITÉ.

Les colonialistes avec l'aide du maire du Vauclin, Occolier veulent expulser plusieurs familles de marins-pêcheurs dont certains vivent là depuis plus de 30 ans. Ils veulent construire à la place, un hôtel alors que le secteur hôtelier est déjà en crise en Martinique. De plus, si ce projet aboutit, c'est à la disparition inéluctable d'une partie de la mangrove que nous allons assister. Il nous faut empêcher ce nouveau crime contre nos compatriotes et contre notre terre (voir site www.assaupamar.mq)

LE FRONT DE DÉFENSE ET DE PROMOTION DE LA BANANE ANTILLAISE EST NÉ

Intégré par les groupements de producteurs et les représentants des régions de Guadeloupe et Martinique, il a pour objectif de lancer une offensive sans précédent pour gagner des victoires dans la guerre ouverte sans merci qui se livre sur le marché de la banane.

Les producteurs se disent asphyxiés et réclament comme d'habitude des millions de subventions.

Mais où sont les chiffres réels des revenus tirés de la filière banane ?

Combien ne nous avait on pas vanté les mérites de l'Europe sous toutes ses versions, l'efficacité de l'organisation commune du marché, les avantages de l'économie de marché avec l'OMC.

Et puis une fois encore la réalité dément les propos mensongers de tous ces « décideurs économiques et politiques » qui nous abreuvent de leur savoir, de leur projets fiables de leurs moyens sans faille, de la suprématie de l'Europe pour nos intérêts...

Les planteurs réclament des dédommagements ! Au fait sont ils prêts à dédommager tous les martiniquais qu'ils ont empoisonnés avec leurs produits toxiques.

Il serait temps d'évaluer qui doit payer qui ? Les impôts des intoxiqués doivent ils servir à remplir les poches des empoisonneurs ? A combien doit on évaluer le gel des terres contaminées qui aujourd'hui ne peuvent pas être utilisées pour nourrir les Martiniquais ce qui accroît encore si besoin était notre dépendance.

JET AVIATION, DISPAGNE, DUHAMEL... LA JUSTICE SOUS SON VRAI VISAGE !

L'affaire de Félix Jean-François, le patron de Jet Aviation Service aurait été une affaire de plus illustrant parfaitement la domesticité de la CCIM au service de la caste béké, et éloquente de combien les serveurs zélés mis en place par ceux qui dominent l'économie dans notre pays, sont sans vergogne.

Mais le comportement vertical de maître Dispagne a donné une autre dimension à l'affaire, la perversion de la justice coloniale au service des possédants qui ne recule devant aucun procédé a été mise à jour.

Bien entendu, non seulement il fallait frapper Félix Jean François mais aussi son défenseur et pour que tout soit conforme à la volonté du maître, on frappe aussi les défenseurs du défenseur, Claudette et Maryse Duhamel avocates de Dispagne sont accusés mensongèrement et font l'objet d'une procédure judiciaire, devant leurs pairs et devant les tribunaux

Alain Manville se retrouve en première ligne de la défense des Duhamel devra t il aussi dès maintenant chercher son défenseur et où s'arrêtera la cascade d'inculpations.

C'est cela la « justice rendue au nom du peuple » « de manière libre et indépendante » en « toute démocratie ».

Une seule certitude : seule la solidarité de notre peuple avec les fils et les filles victimes de l'appareil judiciaire.